14 mar 2003 -16:00

Appartient à Conseil des Ministres du 14 mars 2003

Diplomatie préventive

Sur proposition du Ministre des Affaires étrangères, le Conseil des Ministres a marqué son accord de financer sur le budget 2003 du Spf Affaires étrangères les initiatives suivantes en matière de diplomatie préventive, d'aide aux populations victimes de conflits, de respect des droits de l'homme et de consolidation de l'état de droit :
Promotion du modèle de concertation sociale - Kazakhstan et Ouzbékistan
Ce projet de la CGSLB (*) consiste en une mission syndicale exploratoire en Asie centrale. Le but est d'étudier si un programme de diplomatie préventive dans la sphère sociale est réalisable avec des partenaires locaux. Par la suite, il sera possible d'établir une liste des actions prioritaires et des actions possibles dans ces pays.
Promotion du modèle de concertation sociale - Pays du Caucase
Ce projet de la CGSLB s'intéresse aux conséquences sociales de la mondialisation dans le Caucase, où la plus grande partie de la population est employée dans des entreprises multinationales. Pour attirer ces dernières, les pays concernés (Azerbaïdjan, Arménie et Géorgie) leur offrent divers avantages : ainsi, dans certains pays, ces entreprises ne sont pas obligées d'établir un dialogue social en leur sein. De leur côté, les organisations syndicales essaient de convaincre les multinationales de l'intérêt du dialogue social. Le but de la CGSLB est de soutenir ces organisations syndicales par un apport de moyens de communication et de son expérience avec les multinationales, et de les informer des effets de la mondialisation.
Promotion du modèle de concertation sociale - Fédération de Russie
A l'instar d'autres pays d'Europe centrale et orientale, la Fédération de Russie a estimé pouvoir résoudre ses problèmes socioéconomiques en assouplissant diverses dispositions légales concernant la protection des travailleurs. C'est pourquoi la CGSLB a établi ce projet qui vise à soutenir le dialogue social en vue d'établir des dispositions légales ou conventionnelles acceptables pour tous les acteurs, à promouvoir activement des structures de concertation dans les sphères individuelle et collective, etc.

Sur proposition du Ministre des Affaires étrangères, le Conseil des Ministres a marqué son accord de financer sur le budget 2003 du Spf Affaires étrangères les initiatives suivantes en matière de diplomatie préventive, d'aide aux populations victimes de conflits, de respect des droits de l'homme et de consolidation de l'état de droit :Promotion du modèle de concertation sociale - Kazakhstan et OuzbékistanCe projet de la CGSLB (*) consiste en une mission syndicale exploratoire en Asie centrale. Le but est d'étudier si un programme de diplomatie préventive dans la sphère sociale est réalisable avec des partenaires locaux. Par la suite, il sera possible d'établir une liste des actions prioritaires et des actions possibles dans ces pays.Promotion du modèle de concertation sociale - Pays du CaucaseCe projet de la CGSLB s'intéresse aux conséquences sociales de la mondialisation dans le Caucase, où la plus grande partie de la population est employée dans des entreprises multinationales. Pour attirer ces dernières, les

pays concernés (Azerbaïdjan, Arménie et Géorgie) leur offrent divers avantages : ainsi, dans certains pays, ces entreprises ne sont pas obligées d'établir un dialogue social en leur sein. De leur côté, les organisations syndicales essaient de convaincre les multinationales de l'intérêt du dialogue social. Le but de la CGSLB est de soutenir ces organisations syndicales par un apport de moyens de communication et de son expérience avec les multinationales, et de les informer des effets de la mondialisation.Promotion du modèle de concertation sociale - Fédération de RussieA l'instar d'autres pays d'Europe centrale et orientale, la Fédération de Russie a estimé pouvoir résoudre ses problèmes socioéconomiques en assouplissant diverses dispositions légales concernant la protection des travailleurs. C'est pourquoi la CGSLB a établi ce projet qui vise à soutenir le dialogue social en vue d'établir des dispositions légales ou conventionnelles acceptables pour tous les acteurs, à promouvoir activement des structures de concertation dans les sphères individuelle et collective, etc.

Promotion du modèle de concertation sociale - ARYM (Macédoine)Les priorités actuelles des organisations syndicales dans l'Ancienne République yougoslave de Macédoine sont la prétention à un salaire minimum décent, la réforme rapide du système de santé et la législation sur les relations industrielles dans les entreprises en faillite et sur les conditions de licenciement. La CGSLB projette, par la formation entre autres et en partenariat avec les acteurs locaux, de travailler autour de 3 thèmes : la structure syndicale, la législation du travail et la non-discrimination ethnique sur le marché du travail.Promotion du modèle de concertation sociale - TurquieLes syndicats turcs sont soumis à des restrictions concernant la liberté d'association et le droit de grève. Bien qu'une amélioration soit visible - en avril 2002, des allocations de chômage ont été versées pour la première fois - il reste de nombreux conflits sociaux. Par conséquent, l'action de la CGSBL vise d'une part à former les partenaires turcs au dialogue social et d'autre part à les informer des impacts de l'adhésion à l'Union européenne.Promotion du modèle de concertation sociale - Proche-OrientLa CGSLB projette, par l'intermédiaire de son asbl pour le développement « MSI » et en collaboration avec l'Institut international israélien Histadrut, de mener à bien le programme « Renforcement de la coexistence », en continuité avec le programme « Partners for Peace » issu du travail de ces deux organisations entre août 2002 et février 2003 (projet approuvé en Conseil des Ministres du 07.06.2002). Le programme - formation de 60 Israéliens juifs et arabes, sur une base annuelle - a pour but de renforcer l'apport des syndicats dans le domaine de la structure socioéconomique de leurs communautés. De plus, le programme tentera d'élargir l'horizon des participants quant à leurs droits et obligations, d'améliorer leurs chances d'atteindre une position sociale importante et de les aider à produire leur propre contribution au processus de paix. Le développement d'un leadership démocratique, avec un savoir-faire adéquat en management et en organisation, reste central.Promotion du modèle de concertation sociale - Grands LacsLa CGSLB mène dans cette région trois sous-projets avec des partenaires locaux provenant du Gabon (25 000 EUR), du Rwanda (60 400 EUR) et de la « région francophone des Grands Lacs » (25 250 EUR). Au Gabon, l'action se concentre sur la formation de délégués syndicaux et leur soutien logistique. Au Rwanda va être créé, au sein de la CESTAR (Centrale syndicale des Travailleurs du Rwanda), un département « Enterprising » qui organisera des formations et gérera également une caisse de micro-crédit afin de financer différents projets. Le troisième sous-projet concerne l'organisation d'une réunion de travail entre représentantes syndicales issues des pays impliqués dans le conflit des Grands Lacs.Promotion du modèle de concertation sociale - Europe du Sud-EstL'objectif de ce projet de la FGTB (**) est de renforcer les capacités (« capacity building ») des femmes syndicalistes

pour leur implication dans le dialogue social, au sein de leur syndicat et dans la société. A cet effet, des formations seront organisées, avec l'accent mis sur l'organisation d'activités régionales.Promotion du modèle de concertation sociale - Bosnie et KosovoL'objectif de ce projet de la FGTB est de soutenir des femmes syndicalistes dans la reconstruction des sociétés à composante musulmane en Europe. Un atelier sera organisé dans chaque pays, avec la perspective d'organiser ultérieurement un atelier binational pour que les femmes syndicalistes des deux pays échangent informations et expériences.Promotion des Droits de l'Enfant - AlbanieCe projet de la FGTB a pour objectif de conscientiser les travailleurs et les syndicalistes, ici et en Albanie, au problème du travail des enfants. Deux séminaires pour les syndicalistes seront organisés en Albanie. Il s'agit d'impliquer les syndicats dans la problématique par la récolte de données, des témoignages et des propositions de lutte.Promotion du modèle de concertation sociale - RDCCe projet de la FGTB vise à poursuivre et approfondir un projet entamé en 2002 avec les partenaires syndicaux de la RDC. L'organisation de 2 séminaires de formation à Kinshasa permettra de renforcer les capacités des cadres syndicaux et délégués syndicaux (« capacity building ») en matière de négociation collective.Promotion du modèle de concertation sociale - RwandaCe projet de la FGTB vise à poursuivre et approfondir un projet entamé en 2002 avec les partenaires syndicaux du Rwanda. L'organisation de 2 séminaires de formation à Kigali permettra de renforcer les capacités des cadres syndicaux et délégués syndicaux (« capacity building ») en matière de négociation collective.Promotion du modèle de concertation sociale - MarocCe projet de la FGTB vise à poursuivre et approfondir un projet entamé en 2002 avec les partenaires sociaux du Maroc en matière de formation des adultes (en particulier des femmes). Il s'agira d'un séminaire de formation et de l'élaboration de matériel didactique.Promotion du modèle de concertation sociale - RDCPar cette initiative (qui s'appuie sur un projet de 2001-2002), la FGTB désire permettre aux syndicats UNTC et DTC d'élargir leur action sectorielle et régionale en vue de diffuser la pratique du dialogue social comme outil de prévention des conflits.Promotion du modèle de concertation sociale - Grands LacsPar cette initiative (qui s'appuie sur un projet de 2001-2002), la FGTB désire renforcer le dialogue régional interafricain, élargir le public syndical impliqué et s'ouvrir vers l'Angola, par l'organisation d'une conférence régionale d'ouverture, de six séminaires nationaux, d'une mission exploratoire en Angola et une conférence régionale de clôture à Bruxelles.Promotion du modèle de concertation sociale - RDC Poursuite, par la FGTB, du programme de formation de délégués syndicaux des services publics au dialogue social. Utilisation des techniques de négociation et de résolution de conflits dans le monde du travail en général et dans les services publics en particulier. Organisation de quatre ateliers de formation à Kinshasa et d'un voyage d'étude en Belgique.Promotion de la Paix - RDCCe projet de la CSC (***) s'appuie d'une part sur les résultats du projet en cours « Renouvellement du mouvement syndical CSC en tant qu'artisan de la démocratisation, de la prévention des conflits, du dialogue social et du développement économique et social durable » et d'autre part sur la dynamique politique acquise après la conclusion de « l'Accord global et intégral » de Pretoria en décembre 2002. La société civile, en ce compris le mouvement syndical, ainsi que l'opposition politique endosseront dans ce processus un rôle important pour amener les adversaires à un véritable dialogue politique et assurer la pacification du territoire entier, y compris la mise en place d'un service de sécurité nationale rénové et l'intégration et la re-scolarisation des combattants des diverses factions.Le programme comporte les objectifs spécifiques suivants :* formation sociale et civile de responsables sur les plans national, provincial et local, par la création d'un programme dirigé sur la formation sociale, politique et socioéconomique de porte-parole et figures clef dans les communautés et organisations locales, y compris la création d'initiatives de

coopération et mutualistes ;* renforcement de l'organisation par le travail en réseau décentralisé, ce qui se traduira par la création de points d'appui dans les centres les plus importants du pays (± 25 points d'appui) et les secteurs les plus importants (± 10 points d'appui) ;* élargissement du fonctionnement dans le secteur informel par des soutiens dirigés vers des groupes de femmes et la promotion de la participation des femmes dans les structures ;* élargissement des réseaux de communication et des moyens de contact (transport, informatique et moyens de communication) ;* examen, formation et action politique en matière de gestion socioéconomique via les structures du dialogue social et la collaboration dans le cadre des nouvelles institutions politiques de transition (parlement, sénat, commission vérité, etc.) ;* soutien supplémentaire de la mission d'information, de documentation et de conscientisation par la publication du mensuel à destination des membres et sympathisants, la publication de dossiers spécifiques et effets complémentaires du site portail syndical en matière de développement social et économique durable ;* élargissement du réseau régional du mouvement syndical dans la région des Grands Lacs, des institutions économiques et politiques régionales (CEMAC, SADCC, UA...) et du dialogue avec les institutions internationales de développement économique (FMI-BM, OCDE...) autant en matière d'institutions nationales de développement qu'en matière de NEPAD ;* soutien administratif et logistique et accompagnement du programme.Promotion du modèle de concertation sociale - BalkansPar ce projet, la CSC souhaite soutenir et développer les contacts et la collaboration régionaux dans tous les secteurs des Balkans (Union de Serbie-Monténégro, Croatie, Bosnie et Macédoine). Les thèmes sont : soutien/développement du dialogue social à la base ; développement de la capacité des syndicats quant aux missions dans une société moderne et démocratique dotée d'une économie de marché libre ; amorce d'une coordination régionale entre les secteurs du textile, des transports et des services publics. Concrètement, 7 séminaires seront organisés pour les représentants des travailleurs des secteurs susmentionnés.Promotion du modèle de concertation sociale - Lituanie et BiélorussieDans le cadre de la démocratisation des ex-Républiques soviétiques, la CSC-IIFT développe un programme mettant l'accent sur les conventions de l'OIT et a opté pour l'organisation de 4 séminaires dans chaque pays. En Lituanie, l'adhésion à l'Union européenne retiendra plus particulièrement l'attention, tandis qu'en Biélorussie, la consolidation de la société démocratique dans laquelle des syndicats libres doivent trouver leur place sera mise en avant.Promotion du modèle de concertation sociale - MarocLa CSC a développé trois sous-projets en rapport avec la promotion du modèle de concertation sociale au Maroc. Le premier sous-projet concerne les conséquences de la mondialisation sur la situation des travailleurs en général et des travailleuses en particulier. Le deuxième sous-projet consiste en l'organisation d'un colloque sur le développement et la reconversion régionaux (dans le cadre de la restructuration et la fermeture des charbonnages en 2003). La CSC et les organisations syndicales marocaines ont signé, dans le cadre de la « promotion de la paix sociale et la prévention de conflits sociaux au Maroc », un protocole comportant un volet spécifiquement consacré aux droits de l'enfant. Avec ce dernier sous-projet sont poursuivis deux objectifs : actions concrètes et formation contre le travail des enfants ; réflexion sur la migration de jeunes Marocains vers « l'Eldorado » européen.Promotion du modèle de concertation sociale - Côte d'IvoireCes dernières années ont vu les tensions sociales en Côte d'Ivoire constituer un terrain d'action pour les syndicats. En août 2002, le syndicat « Dignité » a pris l'initiative dans la discussion sur les immigrant burkinabés en Côte d'Ivoire. « Dignité » est reconnu comme étant le syndicat le plus représentatif et le plus actif dans ce pays : sa structure nationale et sa crédibilité lui donne la possibilité, après accession à une paix plus ou moins durable, d'agir dans tout le pays pour aider à normaliser la vie sociale. Pour assurer

les conséquences nécessaires des événements et élaborer d'éventuelles propositions, « Dignité » a décidé de travailler dans les mois à venir avec une cellule de crise constituée d'un nombre limité de dirigeant syndicaux nationaux volontaires. Ce processus doit toutefois être soutenu techniquement par des personnes du service d'études en Abidjan.Promotion de la Paix - Afrique centraleMonsieur le Vice-Premier Ministre et Ministre des Affaires étrangères a désigné un ambassadeur itinérant pour l'Afrique centrale. Celui-ci est nommé au sein du service « Afrique centrale » du SPF Affaires étrangères. En collaboration avec ses collègues de ce service, il est chargé d'entretenir des contacts et entreprendre des missions en vue d'obtenir des informations, de présenter et tester des concepts, idées et opinions de stratégie politique, ainsi que d'en assurer le suivi. Le budget libéré à cet effet par le Conseil des Ministres du 28 juin 2001 est venu à expiration. Un nouveau budget doit par conséquent être prévu.Promotion des Droits de l'Homme - SlovaquieLe Conseil des Ministres du 11 mai 2001 a approuvé un projet de la Croix-Rouge pour la réhabilitation des Tsiganes Rom en Slovaquie. Le nouveau projet, qui dans une première phase s'étend sur 3 mois, se situe dans le prolongement du précédent et accorde la priorité à l'emploi et l'enseignement ; la scolarisation et l'éducation fondamentale des enfants Rom y sont donc centraux. L'attention sera également portée sur la problématique de l'hygiène et de la santé.Promotion de la Paix - OugandaL'asbl « Sponsoring Kinderen Oeganda » a été constituée en juillet 2000 en vue de re-scolariser les anciens enfants-soldats et de promouvoir leur réintégration et leur réhabilitation. L'asbl finance la scolarisation de 700 enfants-soldats (150 000 EUR par an) par l'achat de livres, le parrainage et le paiement de conférences. Le projet introduit ici a pour but de combler une lacune dans les initiatives de réhabilitation des enfants-soldats, en créant un centre de réhabilitation à Lira pour les districts de Lira, Apac et Kader. Les enfants quittant l'armée rebelle sont profondément affectés, tant physiquement que psychologiquement : blessures, sous-alimentation, maladies, grossesses et infections par le virus HIV consécutives à l'esclavagisme sexuel. « Sponsoring Kinderen Oeganda » vise, grâce à ce centre, le rétablissement physique et psychologique, la réunion des familles et l'octroi d'opportunités d'éducation pour les anciens enfants enlevés.Sont prévus :la construction d'un centre de réhabilitation avec unité résidentielle, l'équipement du centre (cuisine, sanitaires, moyens thérapeutiques et installations sportives) et des activités semi-résidentielles, le fonctionnement et l'encadrement du centre ;L'asbl « Sponsoring Kinderen Oeganda » garantit la supervision du centre, sa construction, son installation et son fonctionnement, et est responsable de l'évaluation finale au point de vue financier et du contenu. Après la guerre, le centre pourra continuer à fonctionner dans le prolongement du projet. Un montant de 120 000 EUR est en outre demandé en vue de couvrir les frais scolaires de 500 enfants-soldats supplémentaires, à raison de 240 EUR par enfant par an.Promotion de la Paix - Afrique centraleL'organisation d'une rencontre à Bruxelles entre le Vice-Premier Ministre et Ministre des Affaires étrangères et les principaux acteurs du processus de paix dans la région des Grands Lacs a eu lieu le samedi 22 février 2003. La Belgique étant reconnue par toutes les parties comme l'interlocuteur de confiance, il était nécessaire à la vielle de la reprise des négociations de Pretoria (auxquelles la Belgique assistera à la demande de M. Niasse) de relancer la dynamique créée entre ces acteurs et qui a abouti à « l'Entente de Bruxelles ». Renforcement de l'État de droit - Bosnie-HerzégovineLe chef de la mission OSCE à Sarajevo demande à la Belgique de financer la création d'un centre de ressource politique à Trebinje. L'objectif de ce centre, dont la durée de vie n'excèdera pas 20 mois, est de renforcer la participation citoyenne à la vie démocratique, de susciter des vocations politiques et d'aider de jeunes Bosniens à participer aux prochaines élections municipales.

Publié par SPF Chancellerie du Premier Ministre - Direction générale Communication externe

© 2021 - news.belgium.be